

LOGEMENT

L'Opal manifeste contre la baisse des APL

Le gouvernement veut amplifier la baisse des aides et la répercuter sur les loyers des bailleurs sociaux.



Ce mardi, ils étaient près de 150 (salariés et direction de l'Opal, élus) à manifester contre la réforme des APL annoncée par l'État. Jean-Marie Champagne

LES FAITS

- **Depuis le 1^{er} octobre**, les aides au logement pour les locataires ont baissé de cinq euros.
- **Une décision** qui a fait grincer des dents et l'État demande aujourd'hui aux bailleurs sociaux de baisser leurs loyers pour réduire un peu plus les APL.
- **À partir du 1^{er} janvier**, une baisse de près de 60 euros sur les aides au logement est annoncée.
- **Une baisse** compensée par la réduction des loyers, notamment supportée par l'Opal. Une perspective financière périlleuse.

Une heure de manifestation, histoire de montrer leur détermination. Les salariés de l'Office public d'aménagement et de construction de l'Aisne (Opal) étaient hier à Laon, entourés d'élus laonnais et soissonnais, ainsi que de locataires. L'objectif était de faire pression sur l'État qui annonce une nouvelle baisse des APL

d'autres formules sont proposées et nous ne devons pas rater le coche des dispositions de compensations qui vont se mettre en place», indique Jean-Denis Mége, directeur général de l'Opal de l'Aisne. Pour les représentants syndicaux, Nacer Kallel (FO) et Raphaël Renard (Unsa), cette réforme mettrait à mal le fonctionnement de l'entreprise. « Il y aurait une baisse de la construction de logements neufs et de l'auto-financement. C'est une remise en cause du plan stratégique de patrimoine 2017-2022 et cela crée une injustice entre locataires car ceux qui ne touchent pas d'APL (39%) continueront de payer le prix d'aujourd'hui. » Les locataires sont sur la même longueur d'ondes, en y voyant des conséquences concrètes. « Avec cette baisse des APL et des loyers, l'Opal ne pourra plus payer les concierges et entretenir les locaux. Au final, ce sera aux locataires de payer les travaux, et malgré la baisse du loyer, cela va leur

voir le verre à moitié plein. « La Ville a besoin que les programmes de logements se fassent, nous avons besoin de renouvellement. Il y a des pistes en termes de péréquation (que les plus riches donnent aux plus pauvres). Si derrière cela, il y a un programme ambitieux, je dis "banco", mais nous devons être accompagnés dans les investissements, car nous avons de vrais projets à réaliser. Il faut repenser la ville de demain. J'espère que nous pourrions être un territoire pilote mais, seuls, nous ne pourrions pas nous en sortir. »

Salariés, syndicats, direction de l'Opal, élus et locataires : tous sont sur la même longueur d'ondes

Le couperet tombera quoiqu'il arrive le 1^{er} janvier prochain. D'ici là, au sein de l'Opal, tant chez les sala-

pour le 1^{er} janvier. Près de soixante euros qui devront être compensés par les bailleurs sociaux. « Pour nous, c'est très périlleux. Si cela s'applique, nous enregistrons d'emblée six millions d'euros de pertes. Maintenant, nous sommes prêts si

coûter plus cher », expliquent Thierry Parent, Bernard Perrou de la confédération nationale du logement et Nelly Chevalerias de l'association Consommation logement, cadre de vie. Éric Delhayé, le nouveau maire de Laon, tente de

riés que chez les locataires, chacun espère que des solutions seront trouvées. Et si la mobilisation de ce mardi, qui a réuni près de 150 personnes peut peser dans la balance, la satisfaction en sera d'autant plus grande. ■ SAMUEL PARGNEAUX

Extrait du journal L'Union de Reims - Mercredi 18 octobre Page:6/7

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)